

CANADA

« Chambre commerciale »

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI

COUR SUPÉRIEURE

No: 615-11-001311-127

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

CENTURY MINING CORPORATION,

Débitrice

-et-

SAMSON BÉLAIR / DELOITTE & TOUCHE
INC.,

Séquestre / Requérante

-et-

COMPUTERSHARE TRUST COMPANY OF
CANADA,

Agent relatif aux sûretés

-et-

DEUTSHE BANK AG, LONDON BRANCH,

Principal créancier garanti

REQUÊTE EN MODIFICATION DE L'ORDONNANCE DE SÉQUESTRE
(Article 243 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. (1985) ch. B-3 (« *LFI* »))

À L'UN DES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN CHAMBRE COMMERCIALE POUR LE DISTRICT D'ABITIBI, LA REQUÉRANTE EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :

I. INTRODUCTION

1. Le 29 mai 2012, une ordonnance de mise sous séquestre à l'égard de Century Mining Corporation (ci-après « *CMC* ») fut rendue par l'Honorable Jean-François Émond de la Cour supérieure du Québec, nommant la Requérante *Samson Bélaïr / Deloitte & Touche Inc.* (ci-après le « *Séquestre* ») à titre de Séquestre aux biens de CMC conformément à l'article 243 de la LFI, tel qu'il appert du dossier de la Cour (l'« *Ordonnance de Séquestre* »);
2. Le 13 juillet 2012, cette Honorable Cour a rendu une ordonnance modifiant l'Ordonnance de Séquestre, aux termes de laquelle, essentiellement :
 - (i) la Limite du Financement du Séquestre, tel que ce terme est défini ci-après, a été augmentée à **3,65M \$ US**;

- (ii) la Charge Financement du Séquestre, tel que ce terme est défini ci-après, a été augmentée à **4 38M \$ US**; et
- (iii) la mise en place d'un Programme de Rétention et la constitution d'une Charge Bonis de Rétention, tel que ces termes sont définis dans l'Ordonnance de Séquestre Modifiée, ont été autorisés;

le tout, tel qu'il appert d'une copie de l'Ordonnance de Séquestre Modifiée produite au soutien des présentes comme **PIÈCE R-1** (ci-après l' « **Ordonnance de Séquestre Modifiée** »);

- 3. Aux termes de la présente Requête, le Séquestre demandera à cette Honorable Cour de rendre une ordonnance ayant pour effet de modifier l'Ordonnance de Séquestre, telle que modifiée par l'Ordonnance de Séquestre Modifiée, de la manière à ce que :
 - (i) la Limite du Financement du Séquestre, tel que ce terme est défini ci-après et telle qu'augmentée aux termes de l'Ordonnance de Séquestre Modifiée, soit augmentée à **5,975M \$ US**; et
 - (ii) la Charge Financement du Séquestre, tel que ce terme est défini ci-après et telle qu'augmentée aux termes de l'Ordonnance de Séquestre Modifiée, soit augmentée à **7 17M \$ US**;

II. LES PARTIES

- 4. La Débitrice CMC est une compagnie continuée sous la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C. 1985, c. C-44, et opérait jusqu'à récemment en tant que producteur d'or, tel qu'il appert du dossier de la Cour;
- 5. Les principales opérations minières de CMC sont situées à Val d'Or, Québec (le « **Projet Lamaque** »), bien que CMC détienne des intérêts dans des opérations minières au Pérou par l'entremise de l'une de ses filiales, tel qu'il appert du dossier de la Cour;
- 6. *Deutsche Bank AG* (« **DB** ») est le principal créancier garanti de CMC détenant, par l'entremise de *Computershare Trust Company of Canada* (« **Computershare** »), une garantie sur l'ensemble des actifs de CMC, tel qu'il appert du dossier de la Cour;
- 7. L'Ordonnance de Séquestre a été émise à la demande de DB, tel qu'il appert du dossier de la Cour;

III. LES FINANCEMENTS DES OPÉRATIONS DU SÉQUESTRE

- 8. Aux termes de l'Ordonnance de Séquestre :
 - (i) le Séquestre a été autorisé à emprunter des fonds afin de financer l'exercice de ses fonctions et devoirs, à même les deux sources suivantes :

- (i) les « PRA Funds »;
- (ii) les « Receiver's Borrowing »;

(ci-après le « *Financement du Séquestre* »)

- (ii) Le Financement du Séquestre ne peut excéder **1,25M US \$** (ci-après la « *Limite du Financement du Séquestre* »), à moins d'une ordonnance de cette Honorable Cour permettant l'augmentation de la Limite du Financement du Séquestre :

« [35] **DECLARES** that until further order of this Court, the total aggregate amount of PRA Funds and Receiver's Borrowing shall not exceed \$1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand dollars) »

[Les soulignés sont les nôtres]

- (iii) Le remboursement des sommes empruntées par le Séquestre relativement au Financement du Séquestre est garanti par la « *Funding Charge* » constituée au paragraphe [36] de l'Ordonnance de Séquestre, soit une charge prioritaire portant sur l'universalité des biens meubles et immeubles de la Débitrice CMC pour un montant de **1,5M \$ US**, (ci-après la « *Charge Financement du Séquestre* »);
9. Le 11 juillet 2012, le Séquestre a produit et signifié une Requête en modification de l'Ordonnance de Séquestre demandant à cette Honorable Cour, notamment, d'augmenter la Limite du Financement du Séquestre et le montant de la Charge Financement du Séquestre, compte tenu de ce qui suit :
- (i) le Séquestre prévoyait atteindre la Limite du Financement du Séquestre au plus tard le **13 juillet 2012**; et
 - (ii) le Séquestre anticipait que l'exercice de ses fonctions et devoirs pour la période se terminant le **14 septembre 2012** engendrerait des besoins de liquidités de l'ordre de **2,4M \$ US**;
- le tout tel qu'il appert du dossier de la Cour;
10. Le 13 juillet, cette Honorable Cour faisait droit à la Requête du Séquestre et augmentait la Limite du Financement du Séquestre à **3,65 M \$ US** (ci-après la « *Limite de Financement du Séquestre Modifiée* ») et, corrélativement, la Charge Financement du Séquestre à **4,38M \$ US** (ci-après la « *Charge Financement du Séquestre Modifiée* »), tel qu'il appert de l'Ordonnance de Séquestre Modifiée;
11. En date du 26 septembre 2012, le Séquestre, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions et devoirs, a dû recourir au Financement du Séquestre pour un montant total de **3,644, 854 \$ US**, tel qu'il appert d'une copie des « *PRA Certificates* » constatant l'endettement émis par le Séquestre conformément au paragraphe [36] de l'Ordonnance de Séquestre, produite au soutien des présentes comme **PIÈCE R-2**;

IV. L'AUGMENTATION DE LA LIMITE DE FINANCEMENT DU SÉQUESTRE ET DE LA CHARGE FINANCEMENT DU SÉQUESTRE

12. Depuis l'Ordonnance de Séquestre Modifiée, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés, le Séquestre a concentré ses efforts sur ce qui suit :
- (i) réception et analyse de lettres d'intérêt relativement à certains actifs de Century;
 - (ii) inventaire des actifs de la Débitrice;
 - (iii) réception et analyse de réclamations en revendication de biens;
 - (iv) réception et analyse de réclamations de fournisseurs impayés;
 - (v) préparation d'avis de rejet relativement à certaine des réclamations en revendication de biens et de fournisseurs impayés;
 - (vi) coordination de la remise de certains biens appartenant à autrui et/ou à des fournisseurs impayés;
 - (vii) conclusion de certaines ententes de services avec les principaux fournisseurs de Century;
 - (viii) paiement de droits miniers afin de protéger l'ensemble des « *claims* » miniers;
 - (ix) discussions et correspondances avec différentes parties avec lesquelles Century ou ses filiales ont conclu des conventions d'option et d'achat relativement à l'exploration de certains « *claims* » miniers particuliers;
 - (x) discussions et rencontres avec les représentants du ministère des Ressources Naturelles et de la Faune du Québec – Direction de la restauration des sites miniers concernant le fond de restauration des terrains;
 - (xi) discussions avec la Commission Canadienne de Sûreté Nucléaire concernant certains jauges détenus par Century contenant du Cesium et ce, afin de transférer le permis de possession au nom du Séquestre;
 - (xii) discussions avec les représentants de Environnement Canada et octroi d'un mandat à un consultant environnemental suite à certaines demandes concernant les Études de suivi des effets sur l'environnement (ESEE) en vertu du *Règlement sur les effluents des mines de métaux* (REMM) de la *Loi sur les Pêches* auxquelles sont assujetties les mines de métaux;
 - (xiii) discussion avec différentes parties ayant un intérêt dans les « *claims* » miniers;
 - (xiv) compilation d'une liste d'acquéreurs/investisseurs potentiels susceptibles d'être intéressé par les actifs de la Débitrice;
 - (xv) recueil et organisation des renseignements relativement à la Débitrice et ses filiales, nécessaires dans le cadre du processus de sollicitation initié le 27 juillet

2012 pour le Projet Lamaque et initié le 6 septembre 2012 pour la mine situé au Pérou (ci-après le « *Processus de Sollicitation* »);

- (xvi) administration du Processus de Sollicitation;
- (xvii) discussions avec les créanciers ou leurs conseillers juridiques en ce qui concerne la mise sous séquestre.

le tout tel qu'il appert plus amplement d'une copie d'un rapport du Séquestre produite au soutien des présentes comme **PIÈCE R-3** (ci-après le « *Rapport* »);

13. Tel qu'il appert de l'état de l'évolution de l'encaisse produit au soutien du Rapport :
- (i) La Limite de Financement du Séquestre Modifiée est sur le point d'être atteinte;
 - (ii) Des avances de l'ordre de **775,000 \$ US** seront nécessaires durant la semaine du 29 septembre;
 - (iii) Des avances de l'ordre de **2,325M \$ US** seront nécessaires d'ici le 30 novembre 2012;
14. Compte tenu de ce qui précède, le Séquestre soumet respectueusement à cette Honorable Cour que :
- (i) la Limite du Financement du Séquestre, telle qu'augmentée aux termes de l'Ordonnance de Séquestre Modifiée, doit être augmentée d'un montant de **2,325 M \$ US** (passant de **3,65M \$ US** à **5,975M \$ US**); et
 - (ii) la Charge Financement du Séquestre, telle qu'augmentée aux termes de l'Ordonnance de Séquestre Modifiée doit être corrélativement augmentée d'un montant de **2,79 M\$ US** (passant de **4,38M \$ US** à **7,17M \$ US**);

le tout afin de permettre au Séquestre de poursuivre ses efforts de préservation et de maximisation de la valeur des actifs de la Débitrice CMC, incluant le Processus de Sollicitation, le tout au bénéfice ultime des créanciers de celle-ci;

15. DB, le principal créancier garanti de la Débitrice CMC, consent à l'augmentation de la Limite du Financement du Séquestre et du montant de la Charge Financement du Séquestre, en conformité avec les conclusions recherchées aux termes de la présente Requête;
16. Sans l'émission des ordonnances recherchées aux termes de la présente Requête, le Séquestre ne pourra poursuivre ses efforts visant à maximiser la valeur de réalisation des actifs de la Débitrice, le tout au détriment des créanciers de CMC;

V. CONCLUSIONS RECHERCHÉES

17. Le Séquestre soumet respectueusement à cette Honorable Cour que la présente Requête doit être accordée en conformité avec les conclusions y étant recherchées dans la mesure où l'augmentation de la Limite du Financement du Séquestre et du montant de la Charge du Financement du Séquestre visent à permettre au Séquestre d'accomplir ses fonctions

et devoirs, ultimement en vue de préserver et de maximiser la valeur de réalisation des actifs de la Débitrice CMC, le tout au bénéfice des créanciers de CMC;

18. Les ordonnances recherchées aux termes de la présente Requête ne sauraient engendrer de préjudice indu envers les créanciers de CMC;
19. DB, le principal créancier garanti de la Débitrice CMC, consent aux conclusions recherchées aux termes de la présente Requête;
20. La présente Requête est bien fondée en faits et en droit.

POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

- [1] **AUTORISER** la présente Requête;
- [2] **MODIFIER** l'ordonnance rendue le 29 mai 2012 par l'Honorable Jean-François Émond, j.c.s., nommant la Requérante *Samson Bélair / Deloitte & Touche Inc.* (ci-après le « *Séquestre* ») à titre de Séquestre aux biens de la Débitrice Century Mining Corporation (ci-après « *CMC* ») conformément à l'article 243 de la LFI (l'« *Ordonnance de Séquestre* »), telle que modifiée par l'ordonnance rendue le 13 juillet 2012 par l'Honorable Édouard Martin, j.c.s., de la manière suivante :

- (a) le paragraphe [31] de l'Ordonnance de Séquestre doit désormais se lire ainsi:

[31] **DECLARES** that the Receiver be at liberty and empowered to use from time to time as it may consider necessary or desirable the funds that may be made available by Deutsche Bank AG, London Branch ("DB") to the Receiver (the "**PRA Funds**") out of the Account (as defined in the Amended and Restated Performance Reserve Account Agreement dated November 4, 2011 filed as Exhibit P-5 to the Motion) up to an amount not exceeding **5,975,000 \$ US (five million nine hundred seventy five thousands U.S. dollars)** under such terms and conditions as it deems advisable for such period or periods of time as it may arrange, for the purpose of funding the exercise of the powers and duties conferred upon the Receiver pursuant to this order, including interim expenditures.

- (b) le paragraphe [35] de l'Ordonnance de Séquestre doit désormais se lire ainsi:

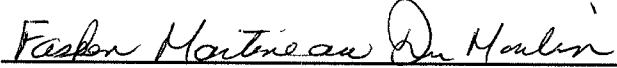
[35] **DECLARES** that until further order of this Court, the total aggregate amount of PRA Funds and Receivers Borrowings shall not exceed **5,975,000 \$ US (five million nine hundred seventy five thousands U.S. dollars)**.

- (c) le paragraphe [36] de l'Ordonnance de Séquestre doit désormais se lire ainsi:

[36] **DECLARES** that the whole of the Property shall be and is hereby charged by a hypothec, mortgage, lien and security interest to the extent of the aggregate amount of **7,170,000 \$ US (seven million one hundred seventy thousands U.S. dollars)**, by way of a fixed and specific charge (the "**Funding Charge**") as security for the repayment of the PRA Funds and the Receiver's Borrowing, together with interest and charges thereon, in priority to all security interests, trusts, liens, charges and encumbrances, statutory or otherwise, in favour of any Person, but subordinated in priority to the (i) the Receiver's Charge, (ii) the *Retention Bonus Charge* and (iii) the charges as set out in sections 14.06(7), 81.4(4), and 81.6(2) of the BIA.

- [3] **LE TOUT SANS FRAIS** sauf en cas de contestation, et si contesté, **AVEC FRAIS**, solidairement à l'encontre de toute partie contestant la présente requête.

Montréal, ce 26 septembre 2012


Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs du Séquestre / Requérante

AFFIDAVIT

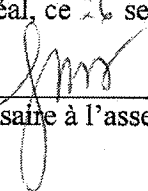
Je, soussigné, Martin Franco, exerçant ma profession au 1 Place Ville-Marie, bureau 3000, Montréal, province de Québec, H3B 4T9, déclare solennellement ce qui suit :

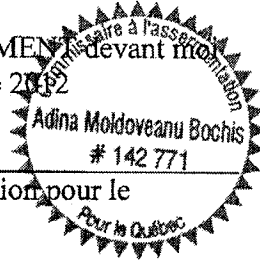
1. Je suis un représentant dûment autorisé du Séquestre Réquérante;
2. À ce titre, j'ai connaissance personnelle des faits allégués dans la présente requête;
3. Ces faits sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ :


MARTIN FRANCO

DÉCLARÉ SOLENNELLEMENT devant moi
à Montréal, ce 26 septembre 2012


Commissaire à l'assermentation pour le
Québec



AVIS DE PRÉSENTATION

À : **Me Guy Martel**
Me Danny Duy Vu
Stikeman Elliott, s.e.n.c.r.l.
1155, boul. René-Lévesque O
Bureau 4000
Montréal QC H3B 3V2

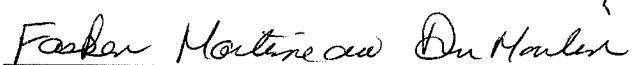
Procureurs de Deutsche Bank AG, London Branch

CHERS CONFRÈRES,

PRENEZ AVIS que la présente *Requête en modification de l'ordonnance de séquestre* sera présentée pour adjudication devant l'honorable Robert Dufresne, j.c.s., le **jeudi 27 septembre 2012 à 9h00 en salle 3.39**, ou aussitôt que conseil pourra être entendu au Palais de Justice de Val-d'Or, au 900, 7^e Rue à Val-d'Or.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Montréal, ce 26 septembre 2012


Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs du Séquestre / Requérante

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI

No: 615-11-001311-127

« Chambre commerciale »

COUR SUPÉRIEURE

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

CENTURY MINING CORPORATION,

Débitrice

-et-

SAMSON BÉLAIR / DELOITTE & TOUCHE
INC.,

Séquestre / Requérante

-et-

COMPUTERSHARE TRUST COMPANY OF
CANADA,

Agent relatif aux sûretés

-et-

DEUTSHE BANK AG, LONDON BRANCH,

Principal créancier garanti

LISTE DE PIÈCES

- PIÈCE R-1 :** Ordonnance de Séquestre Modifiée rendue par l'honorable Edouard Martin, j.c.s., le 13 juillet 2012.
- PIÈCE R-2 :** PRA Certificates.
- PIÈCE R-3 :** Rapport du Séquestre.

Montréal, ce 26 septembre 2012


Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Procureurs du Séquestre / Requérante

EXHIBIT

R-1

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI

N° : 615-11-001311-127

DATE : 13 juillet 2012

SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE EDOUARD MARTIN, J.C.S. (JM1309)

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS SÉQUESTRE DE :

CENTURY MINING CORPORATION,

Débitrice.

-et-

SAMSON BÉLAIR / DELOITTE & TOUCHE INC.,

Séquestre / Requérante

-et-

COMPUTERSHARE TRUST COMPANY OF CANADA,

Agent relatif aux sûretés

-et-

DEUTSCHE BANK AG, LONDON BRANCH,

Principal créancier garanti

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI

N° : 615-11-001311-127

DATE : 13 juillet 2012

SOUS LA PRÉSIDENCE DE : L'HONORABLE EDOUARD MARTIN, J.C.S. (JM1309)

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS SÉQUESTRE DE :

CENTURY MINING CORPORATION,

Débitrice.

-et-

SAMSON BÉLAIR / DELOITTE & TOUCHE INC.,

Séquestre / Requérante

-et-

COMPUTERSHARE TRUST COMPANY OF CANADA,

Agent relatif aux sûretés .

-et-

DEUTSCHE BANK AG, LONDON BRANCH,

Principal créancier garanti

JUGEMENT

- [1] **VU** la Requête en modification de l'ordonnance de séquestre et pour la mise en place d'un plan de rétention, les pièces et l'affidavit à son soutien (ci-après la « **Requête** »);
- [2] **VU** les représentations du procureur du Séquestre/Requérante;
- [3] **VU** le consentement du Principal créancier garanti aux conclusions recherchées aux termes de la Requête;

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

- [4] **AUTORISE** la Requête;
- [5] **MODIFIE** l'ordonnance rendue par l'Honorable Jean-François Émond de la Cour supérieure du Québec, nommant la Requérante *Samson Bélair / Deloitte & Touche Inc.* (ci-après le « **Séquestre** ») à titre de Séquestre aux biens de la Débitrice Century Mining Corporation (ci-après « **CMC** ») conformément à l'article 243 de la LFI (l'« **Ordonnance de Séquestre** ») de la manière suivante :

- (a) Le paragraphe [31] de l'Ordonnance de Séquestre doit désormais se lire ainsi :

[31] **DECLARES** that the Receiver be at liberty and empowered to use from time to time as it may consider necessary or desirable the funds that may be made available by Deutsche Bank AG, London Branch ("DB") to the Receiver (the "PRA Funds") out of the Account (as defined in the Amended and Restated Performance Reserve Account Agreement dated November 4, 2011 filed as Exhibit P-5 to the Motion) up to an amount not exceeding US\$3,650,000 (three million six hundred and fifty thousand U.S. dollars) under such terms and conditions as it deems advisable for such period or periods of time as it may arrange, for the purpose of funding the exercise of the powers and duties conferred upon the Receiver pursuant to this order, including Interim expenditures.

- (b) Le paragraphe [35] de l'Ordonnance de Séquestre doit désormais se lire ainsi :

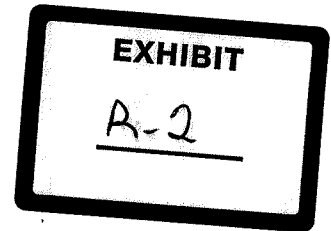
[35] **DECLARES** that until further order of this Court, the total aggregate amount of PRA Funds and Receivers Borrowings shall not exceed US\$3,650,000 (three million six hundred and fifty thousand U.S. dollars).

- (c) Le paragraphe [36] de l'Ordonnance de Séquestre doit désormais se lire ainsi :

[36] **DECLARES** that the whole of the Property shall be and is hereby charged by a hypothec, mortgage, lien and security interest to the extent of the aggregate amount of US\$4,380,000 (four million three hundred eighty thousand U.S. dollars), by way of a fixed and specific charge (the "Funding Charge") as security for the repayment of the PRA Funds and the Receiver's Borrowing, together with interest and charges thereon, in priority to all security interests, trusts, liens, charges and encumbrances, statutory or otherwise, in favour of any Person, but subordinated in priority to the (i) the Receiver's Charge, (ii) the Retention Bonus Charge and (iii) the charges as set out in sections 14.06(7), 81.4(4), and 81.6(2) of the BIA.

- [6] **DÉCLARE** que les termes et conditions prévues aux lettres d'ententes produites au soutien de la présente Requête sous scellé comme **PIÈCE R-5** (ci-après les « **Lettres d'Entente** ») sont raisonnables et **AUTORISE** le Séquestre à s'engager auprès des personnes visées par ces Lettres d'Entente (ci-après les « **Personnes Visées** ») en conformité avec ce qui y est prévu (ci-après le « **Programme de Rétention** »);
- [7] **DÉCLARE** que tous les Biens de la Débitrice (pour les fins de la présente Ordonnance, la définition de « *Biens* » sera celle prévue à l'Ordonnance de Séquestre pour l'expression « *Property* ») soient par les présentes grevés d'une hypothèque et d'une sûreté jusqu'à concurrence d'un montant total de 400 000 \$ en faveur des Personnes Visées à titre de garantie pour toutes les sommes qui pourraient leur être dues aux termes du Programme de Rétention (ci-après la « **Charge Bonis de Rétention** »);
- [8] **DÉCLARE** que la Charge Bonis de Rétention prend rang après et est subordonnée à la charge intitulée « *Administration Charge* » et constituée aux termes du paragraphe [26] de l'Ordonnance de Séquestre, mais avant et prioritaire à la charge intitulée « *Funding Charge* » et constituée aux termes du paragraphe [36] de l'Ordonnance de Séquestre;
- [9] **ORDONNE** que les **PIÈCES R-3, R-4, R-5 et R-6** (ci-après les « **Pièces Confidentielles** ») soient produites et conservées au dossier de la Cour sous pli de confidentialité et que ces Pièces Confidentielles ne puissent faire l'objet de divulgation, directe ou indirecte, sans l'autorisation préalable d'un juge de la Cour supérieure;
- [10] **ORDONNE** l'exécution provisoire de la présente Ordonnance nonobstant appel;
- [11] **LE TOUT SANS FRAIS.**


EDOUARD MARTIN, J.C.S



PRA CERTIFICATE

CERTIFICATE NO.1

AMOUNT US\$441,000

- [1] **THIS IS TO CERTIFY** that Samson Bélair Deloitte & Touche Inc., the receiver (the "**Receiver**") of the assets, undertakings and properties of Century Mining Corporation (the "**Debtor**") acquired for, or used in relation to a business carried on by the Debtor, including all proceeds thereof (collectively, the "**Property**") appointed by Order of the Quebec Superior Court (Commercial Division) (the "**Court**") rendered on the 29th day of May, 2012 (the "**Order**") in an action having Court file number 200-11-020446-129, has received in its capacity as Receiver from the PRA Account (as defined in the Order) the principal sum of \$441,000, being part of the total principal sum of \$1,250,000, which the Receiver is authorized to borrow and use pursuant to the Order, until further order of the Court.
- [2] The principal sum evidenced by this certificate is payable on demand by Deutsche Bank AG, London Branch ("**DB**") with interest thereon calculated and compounded daily after the date hereof at a notional rate per annum equal to the rate of four (4) per cent above the London Interbank Offered Rate (LIBOR) from time to time.
- [3] Such principal sum with interest thereon is, by the terms of the Order, together with the principal sums and interest thereon of all other certificates issued by the Receiver pursuant to the Order or to any further order of the Court, a charge upon the whole of the Property, in priority to the security interests of any other person, but subject to the priority of the charges set out in the Order and in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, and the right of the Receiver to indemnify itself out of such Property in respect of its remuneration and expenses.
- [4] All sums payable in respect of principal and interest under this certificate are payable at the main office of DB at Toronto, Ontario.
- [5] Until all liability in respect of this certificate has been terminated, no certificates creating charges ranking or purporting to rank in priority to this certificate shall be issued by the Receiver to any person other than the holder of this certificate without the prior written consent of the holder of this certificate.
- [6] The charge securing this certificate shall operate so as to permit the Receiver to

deal with the Property as authorized by the Order and as authorized by any further or other order of the Court.

- [7] The Receiver does not undertake, and it is not under any personal liability, to pay any sum in respect of which it may issue certificates under the terms of the Order.

DATED the 7th day of June, 2012.

Samson Bélair Deloitte & Touche, solely in its capacity as Receiver of the Property, and not in its personal capacity

Per: 

Name: Martin Franco

Title: Partner

PRA CERTIFICATE

CERTIFICATE NO.2

AMOUNT US\$550,000

- [1] **THIS IS TO CERTIFY** that Samson Bélair Deloitte & Touche Inc., the receiver (the "**Receiver**") of the assets, undertakings and properties of Century Mining Corporation (the "**Debtor**") acquired for, or used in relation to a business carried on by the Debtor, including all proceeds thereof (collectively, the "**Property**") appointed by Order of the Quebec Superior Court (Commercial Division) (the "**Court**") rendered on the 29th day of May, 2012 (the "**Order**") in an action having Court file number 200-11-020446-129, has received in its capacity as Receiver from the PRA Account (as defined in the Order) the principal sum of \$550,000, being part of the total principal sum of \$1,250,000, which the Receiver is authorized to borrow and use pursuant to the Order, until further order of the Court.
- [2] The principal sum evidenced by this certificate is payable on demand by Deutsche Bank AG, London Branch ("**DB**") with interest thereon calculated and compounded daily after the date hereof at a notional rate per annum equal to the rate of four (4) per cent above the London Interbank Offered Rate (LIBOR) from time to time.
- [3] Such principal sum with interest thereon is, by the terms of the Order, together with the principal sums and interest thereon of all other certificates issued by the Receiver pursuant to the Order or to any further order of the Court, a charge upon the whole of the Property, in priority to the security interests of any other person, but subject to the priority of the charges set out in the Order and in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, and the right of the Receiver to indemnify itself out of such Property in respect of its remuneration and expenses.
- [4] All sums payable in respect of principal and interest under this certificate are payable at the main office of DB at Toronto, Ontario.
- [5] Until all liability in respect of this certificate has been terminated, no certificates creating charges ranking or purporting to rank in priority to this certificate shall be issued by the Receiver to any person other than the holder of this certificate without the prior written consent of the holder of this certificate.
- [6] The charge securing this certificate shall operate so as to permit the Receiver to

deal with the Property as authorized by the Order and as authorized by any further or other order of the Court.

- [7] The Receiver does not undertake, and it is not under any personal liability, to pay any sum in respect of which it may issue certificates under the terms of the Order.

DATED the 7th day of June, 2012.

Samson Bélair Deloitte & Touche, solely in its capacity as Receiver of the Property, and not in its personal capacity

Per: 

Name: Martin Franco

Title: Partner

PRA CERTIFICATE

CERTIFICATE NO.3

AMOUNT US\$225,000

- [1] **THIS IS TO CERTIFY** that Samson Bélair Deloitte & Touche Inc., the receiver (the "**Receiver**") of the assets, undertakings and properties of Century Mining Corporation (the "**Debtor**") acquired for, or used in relation to a business carried on by the Debtor, including all proceeds thereof (collectively, the "**Property**") appointed by Order of the Quebec Superior Court (Commercial Division) (the "**Court**") rendered on the 29th day of May, 2012 (the "**Order**") in an action having Court file number 200-11-020446-129, has received in its capacity as Receiver from the PRA Account (as defined in the Order) the principal sum of \$225,000, being part of the total principal sum of \$1,250,000, which the Receiver is authorized to borrow and use pursuant to the Order, until further order of the Court.
- [2] The principal sum evidenced by this certificate is payable on demand by Deutsche Bank AG, London Branch ("**DB**") with interest thereon calculated and compounded daily after the date hereof at a notional rate per annum equal to the rate of four (4) per cent above the London Interbank Offered Rate (LIBOR) from time to time.
- [3] Such principal sum with interest thereon is, by the terms of the Order, together with the principal sums and interest thereon of all other certificates issued by the Receiver pursuant to the Order or to any further order of the Court, a charge upon the whole of the Property, in priority to the security interests of any other person, but subject to the priority of the charges set out in the Order and in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, and the right of the Receiver to indemnify itself out of such Property in respect of its remuneration and expenses.
- [4] All sums payable in respect of principal and interest under this certificate are payable at the main office of DB at Toronto, Ontario.
- [5] Until all liability in respect of this certificate has been terminated, no certificates creating charges ranking or purporting to rank in priority to this certificate shall be issued by the Receiver to any person other than the holder of this certificate without the prior written consent of the holder of this certificate.
- [6] The charge securing this certificate shall operate so as to permit the Receiver to

deal with the Property as authorized by the Order and as authorized by any further or other order of the Court.

- [7] The Receiver does not undertake, and it is not under any personal liability, to pay any sum in respect of which it may issue certificates under the terms of the Order.

DATED the 10th day of July, 2012.

Samson Bélair Deloitte & Touche, solely in its capacity as Receiver of the Property, and not in its personal capacity

Per: 

Name: Martin Franco

Title: Senior Vice President

PRA CERTIFICATE

CERTIFICATE NO.4

AMOUNT US\$900,000

- [1] **THIS IS TO CERTIFY** that Samson Bélair Deloitte & Touche Inc., the receiver (the "**Receiver**") of the assets, undertakings and properties of Century Mining Corporation (the "**Debtor**") acquired for, or used in relation to a business carried on by the Debtor, including all proceeds thereof (collectively, the "**Property**") appointed by Order of the Quebec Superior Court (Commercial Division) (the "**Court**") rendered on the 29th day of May, 2012 (the "**Order**") in an action initially filed in the judicial district of Quebec under Court file number 200-11-020446-129 and subsequently transferred in the judicial district of Val-D'Or under Court file number 615-11-001311-127, has received in its capacity as Receiver from the PRA Account (as defined in the Order) the principal sum of \$900,000, being part of the total principal sum of \$3,650,000, which the Receiver is authorized to borrow and use pursuant to the Order as amended on July 13, 2012, until further order of the Court.
- [2] The principal sum evidenced by this certificate is payable on demand by Deutsche Bank AG, London Branch ("**DB**") with interest thereon calculated and compounded daily after the date hereof at a notional rate per annum equal to the rate of four (4) per cent above the London Interbank Offered Rate (LIBOR) from time to time.
- [3] Such principal sum with interest thereon is, by the terms of the Order, together with the principal sums and interest thereon of all other certificates issued by the Receiver pursuant to the Order or to any further order of the Court, a charge upon the whole of the Property, in priority to the security interests of any other person, but subject to the priority of the charges set out in the Order and in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, and the right of the Receiver to indemnify itself out of such Property in respect of its remuneration and expenses.
- [4] All sums payable in respect of principal and interest under this certificate are payable at the main office of DB at Toronto, Ontario.
- [5] Until all liability in respect of this certificate has been terminated, no certificates creating charges ranking or purporting to rank in priority to this certificate shall be issued by the Receiver to any person other than the holder of this certificate without the prior written consent of the holder of this certificate.

- [6] The charge securing this certificate shall operate so as to permit the Receiver to deal with the Property as authorized by the Order and as authorized by any further or other order of the Court.
- [7] The Receiver does not undertake, and it is not under any personal liability, to pay any sum in respect of which it may issue certificates under the terms of the Order.

DATED the 20th day of July, 2012.

Samson Bélair Deloitte & Touche, solely in its capacity as Receiver of the Property, and not in its personal capacity

Per: 

Name: Martin Franco

Title: Senior Vice President

PRA CERTIFICATE

CERTIFICATE NO.5

AMOUNT US\$750,000

- [1] **THIS IS TO CERTIFY** that Samson Bélair Deloitte & Touche Inc., the receiver (the "**Receiver**") of the assets, undertakings and properties of Century Mining Corporation (the "**Debtor**") acquired for, or used in relation to a business carried on by the Debtor, including all proceeds thereof (collectively, the "**Property**") appointed by Order of the Quebec Superior Court (Commercial Division) (the "**Court**") rendered on the 29th day of May, 2012 (the "**Order**") in an action initially filed in the judicial district of Quebec under Court file number 200-11-020446-129 and subsequently transferred in the judicial district of Val-D'Or under Court file number 615-11-001311-127, has received in its capacity as Receiver from the PRA Account (as defined in the Order) the principal sum of \$750,000, being part of the total principal sum of \$3,650,000, which the Receiver is authorized to borrow and use pursuant to the Order as amended on July 13, 2012, until further order of the Court.
- [2] The principal sum evidenced by this certificate is payable on demand by Deutsche Bank AG, London Branch ("**DB**") with interest thereon calculated and compounded daily after the date hereof at a notional rate per annum equal to the rate of four (4) per cent above the London Interbank Offered Rate (LIBOR) from time to time.
- [3] Such principal sum with interest thereon is, by the terms of the Order, together with the principal sums and interest thereon of all other certificates issued by the Receiver pursuant to the Order or to any further order of the Court, a charge upon the whole of the Property, in priority to the security interests of any other person, but subject to the priority of the charges set out in the Order and in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, and the right of the Receiver to indemnify itself out of such Property in respect of its remuneration and expenses.
- [4] All sums payable in respect of principal and interest under this certificate are payable at the main office of DB at Toronto, Ontario.
- [5] Until all liability in respect of this certificate has been terminated, no certificates creating charges ranking or purporting to rank in priority to this certificate shall be issued by the Receiver to any person other than the holder of this certificate without the prior written consent of the holder of this certificate.

- [6] The charge securing this certificate shall operate so as to permit the Receiver to deal with the Property as authorized by the Order and as authorized by any further or other order of the Court.
- [7] The Receiver does not undertake, and it is not under any personal liability, to pay any sum in respect of which it may issue certificates under the terms of the Order.

DATED the 10th day of August, 2012.

**Samson Bélair Deloitte & Touche, solely in
its capacity as Receiver of the Property,
and not in its personal capacity**

Per: 

Name: Martin Franco

Title: Senior Vice President

PRA CERTIFICATE

CERTIFICATE NO.6

AMOUNT US\$750,000

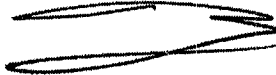
- [1] **THIS IS TO CERTIFY** that Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc., the receiver (the "**Receiver**") of the assets, undertakings and properties of Century Mining Corporation (the "**Debtor**") acquired for, or used in relation to a business carried on by the Debtor, including all proceeds thereof (collectively, the "**Property**") appointed by Order of the Quebec Superior Court (Commercial Division) (the "**Court**") rendered on the 29th day of May, 2012 (the "**Order**") in an action initially filed in the judicial district of Quebec under Court file number 200-11-020446-129 and subsequently transferred in the judicial district of Val-D'Or under Court file number 615-11-001311-127, has received in its capacity as Receiver from the PRA Account (as defined in the Order) the principal sum of \$750,000, being part of the total principal sum of \$3,650,000, which the Receiver is authorized to borrow and use pursuant to the Order as amended on July 13, 2012, until further order of the Court.
- [2] The principal sum evidenced by this certificate is payable on demand by Deutsche Bank AG, London Branch ("**DB**") with interest thereon calculated and compounded daily after the date hereof at a notional rate per annum equal to the rate of four (4) per cent above the London Interbank Offered Rate (LIBOR) from time to time.
- [3] Such principal sum with interest thereon is, by the terms of the Order, together with the principal sums and interest thereon of all other certificates issued by the Receiver pursuant to the Order or to any further order of the Court, a charge upon the whole of the Property, in priority to the security interests of any other person, but subject to the priority of the charges set out in the Order and in the *Bankruptcy and Insolvency Act*, and the right of the Receiver to indemnify itself out of such Property in respect of its remuneration and expenses.
- [4] All sums payable in respect of principal and interest under this certificate are payable at the main office of DB at Toronto, Ontario.
- [5] Until all liability in respect of this certificate has been terminated, no certificates creating charges ranking or purporting to rank in priority to this certificate shall be issued by the Receiver to any person other than the holder of this certificate without the prior written consent of the holder of this certificate.

- [6] The charge securing this certificate shall operate so as to permit the Receiver to deal with the Property as authorized by the Order and as authorized by any further or other order of the Court.

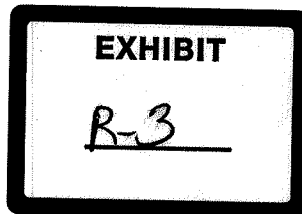
- [7] The Receiver does not undertake, and it is not under any personal liability, to pay any sum in respect of which it may issue certificates under the terms of the Order.

DATED the 5th day of September, 2012.

**Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc.,
solely in its capacity as Receiver of the
Property, and not in its personal capacity**



Per: _____
Name: Martin Franco
Title: Senior Vice President



CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT D'ABITIBI
N° COUR : 615-11-001311-127

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

CENTURY MINING CORPORATION, personne morale légalement constituée, ayant son siège social et sa place d'affaires principale au 288, rue Martin, bureau 210, dans la ville de Blaine, dans l'État de Washington, États-Unis d'Amérique, 98230

Débitrice

— et —

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC. ayant une place d'affaires au 1, Place Ville Marie, bureau 3000, dans la ville de Montréal, dans la province de Québec, H3B 4T9

Séquestre

**DEUXIÈME RAPPORT ADRESSÉ À LA COUR DE
SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
EN SA CAPACITÉ DE SÉQUESTRE DE CENTURY MINING CORPORATION
EN DATE DU 26 SEPTEMBRE 2012**
(Paragraphe 246(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* et
Règle 126 des *Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité*)

INTRODUCTION

1. À moins d'indication contraire, tous les montants d'argent mentionnés au présent rapport sont exprimés en dollars canadiens. Les mots qui débutent par une lettre majuscule et qui ne sont pas définis dans les présentes ont la signification qui leur a été donnée dans la Requête pour nomination d'un séquestre (la « **Requête** »), déposée en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (la « **LFI** »).
2. Ce deuxième rapport est déposé au dossier de cette Honorable Cour afin de fournir à celle-ci les informations pertinentes au sujet des éléments factuels et procéduraux décrits au paragraphe 5 ci-dessous et afin de soutenir la *Requête en modification de l'ordonnance de Séquestre* (le « **Rapport** »).
3. Le 29 mai 2012, Samson Bélair/Deloitte & Touche Inc. a été nommée pour agir à titre de Séquestre de tous les biens, propriétés et entreprises (les « **Biens** ») de Century Mining

Corporation (« **Century** »), par ordonnance de mise sous séquestre en vertu de l'article 243 LFI rendue par la Cour supérieure du Québec, Chambre commerciale (l'« **Ordonnance** »).

4. Le 13 juillet 2012, la Cour supérieure du Québec (le « **Tribunal** ») a accueilli une requête visant à modifier l'Ordonnance, aux termes de laquelle, essentiellement :
 - (i) La Limite du Financement du Séquestre a été augmentée à 3 650 000 \$ US;
 - (ii) La Charge du Financement du Séquestre a été augmentée à 4 380 000 \$ US;
 - (iii) La mise en place d'un Programme de Rétention et la constitution d'une Charge Bonis de Rétention ont été autorisées.
5. Le Rapport porte sur les sujets suivants :
 - (i) Les activités du Séquestre depuis l'émission du dernier rapport du séquestre en date du 11 juillet 2012;
 - (ii) Le processus de sollicitation;
 - (iii) L'état des recettes et débours pour la période terminée le 7 septembre 2012;
 - (iv) L'état de l'évolution de l'encaisse projeté de Century pour la période du 8 septembre au 30 novembre 2012.
6. Aux fins de la préparation de ce Rapport, le Séquestre s'est fié sur l'information financière non vérifiée de Century, les documents comptables de Century, la Requête et les discussions tenues avec les employés de Century. Bien que le Séquestre ait révisé l'information qui lui a été remise, le Séquestre n'a pas fait d'audit comptable ni procédé à d'autre vérification de cette information. Les projections financières incluses dans le Rapport étant fondées sur les hypothèses retenues par le Séquestre en fonction de ses analyses et discussions avec les employés de Century concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés et les écarts pourraient être importants.

LES ACTIVITÉS DU SÉQUESTRE DEPUIS L'ÉMISSION DU DERNIER RAPPORT DU SÉQUESTRE EN DATE DU 11 JUILLET 2012

7. Depuis l'émission de son dernier rapport, le Séquestre a effectué les tâches suivantes :
 - (i) Réception et analyse de lettres d'intérêt relativement à certains actifs de Century;
 - (ii) Inventaire des actifs de la Débitrice;
 - (iii) Réception et analyse de réclamations en revendication de biens;
 - (iv) Réception et analyse de réclamations de fournisseurs impayés;

- (v) Préparation d'avis de rejet relativement à certaines des réclamations en revendication de biens et de fournisseurs impayés;
 - (vi) Coordination de la remise de certains biens appartenant à autrui et/ou à des fournisseurs impayés;
 - (vii) Conclusion de certaines ententes de services avec les principaux fournisseurs de Century;
 - (viii) Paiement de droits miniers afin de protéger l'ensemble des concessions minières (*mining claims*);
 - (ix) Discussions et correspondance avec différentes parties avec lesquelles Century ou ses filiales ont conclu des conventions d'option et d'achat relativement à l'exploration de certaines concessions minières particulières;
 - (x) Discussions et rencontres avec les représentants du ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec – Direction de la restauration des sites miniers concernant le fonds de restauration des terrains;
 - (xi) Discussions avec la Commission canadienne de sûreté nucléaire concernant certains jauges détenus par Century contenant du césium, et ce, afin de transférer le permis de possession au nom du Séquestre;
 - (xii) Discussions avec les représentants d'Environnement Canada et octroi d'un mandat à un consultant environnemental à la suite de certaines demandes concernant les Études de suivi des effets sur l'environnement (ESEE) en vertu du *Règlement sur les effluents des mines de métaux* (REMM) de la *Loi sur les pêches* auxquels sont assujetties les mines de métaux;
 - (xiii) Discussion avec différentes parties ayant un intérêt dans les concessions minières;
 - (xiv) Compilation d'une liste d'acquéreurs/investisseurs potentiels susceptibles d'être intéressés par les actifs de la Débitrice;
 - (xv) Recueil et organisation des renseignements relativement à la Débitrice et ses filiales, nécessaires dans le cadre du processus de vente entrepris le 27 juillet 2012 pour le Projet Lamaque et entrepris le 6 septembre 2012 pour la mine située au Pérou (« **San Juan Gold Mine** »);
 - (xvi) Administration du processus de sollicitation tel qu'il est décrit plus amplement dans la prochaine section de ce rapport;
 - (xvii) Discussions avec les créanciers ou leurs conseillers juridiques en ce qui concerne la mise sous séquestre.
8. Tel qu'il est indiqué dans le dernier rapport du Séquestre, nous avons élaboré avec l'assistance de Deutsche Bank A.G. (« **DB** ») un programme d'entretien général et de conservation visant

les propriétés minières qui ne sont plus en exploitation. Ce programme a été mis en place et est présentement en cours sur le Projet Lamaque.

9. En ce qui concerne les activités de la San Juan Gold Mine, le Séquestre a mis certaines mesures en place afin de suivre hebdomadairement l'état de l'évolution de l'encaisse.

PROCESSUS DE SOLLICITATION

10. Au cours des dernières semaines, le Séquestre a mis en place un processus de sollicitation relativement au Projet Lamaque et à la San Juan Gold Mine. Vous trouverez ci-dessous le détail des différents processus de vente :

Projet Lamaque

11. Le Séquestre a préparé avec l'aide des membres de son groupe « Financement Corporatif Minier », de la direction de la Débitrice et des représentants de DB un mémoire d'information confidentiel (« MIC »).
12. Le Séquestre a identifié plus de 210 acheteurs éventuels, à qui nous avons transmis un courriel d'information.
13. De plus, plusieurs acquéreurs/investisseurs potentiels ont communiqué directement avec le Séquestre afin de recevoir de l'information sur cette occasion.
14. À la suite de l'envoi de ce courriel d'information, le Séquestre a reçu plusieurs manifestations d'intérêt de la part d'acheteurs éventuels qui ont reçu le MIC. Le Séquestre a donc fait parvenir à ces sociétés l'engagement de confidentialité afin d'avoir accès à la salle de données.
15. Plusieurs sociétés ont signé l'engagement de confidentialité et consultent actuellement l'ensemble de la documentation.
16. De plus, certaines visites du Projet Lamaque ont eu lieu au cours des dernières semaines et d'autres sont prévues d'ici les prochains jours.
17. En vertu du processus de sollicitation mis en place pour le Projet Lamaque, la date limite pour déposer une soumission a été fixée au 28 septembre 2012.

San Juan Gold Mine

18. Century détient par l'entremise de certaines filiales 82,6 % du capital-actions de la San Juan Gold Mine. Par conséquent, le Séquestre a mis en place un processus d'appel d'offres afin de vendre les actifs suivants :
- (i) 100 % des actions en circulation de Century Mining Finance Corp. (Ontario);
 - (ii) 100 % des actions en circulation de Century Mining Peru SAC (Pérou);
 - (iii) 100 % des actions en circulation de Century Operations SAC (Pérou).

Tel qu'il est indiqué précédemment, l'achat de ces actifs permettra à un acheteur éventuel d'acquérir 82,6 % du capital-actions de la San Juan Gold Mine, une mine au Pérou exploitée par Century Mining Peru SAC.

19. Le Séquestre a préparé avec l'aide des membres de son groupe « Financement Corporatif », de la direction de Century et de son conseiller juridique, les documents d'appel d'offres (« Documents Pérou ») qui incluent notamment :
 - (i) l'appel d'offres;
 - (ii) les modalités de vente;
 - (iii) le projet de convention d'achat des actifs.
20. Le Séquestre a identifié plus de 200 acheteurs éventuels, à qui nous avons transmis un courriel d'information.
21. De plus, plusieurs acquéreurs/investisseurs potentiels ont communiqué directement avec le Séquestre afin de recevoir de l'information sur cette occasion.
22. À la suite de l'envoi de ce courriel d'information, le Séquestre a reçu plusieurs manifestations d'intérêt de la part d'acquéreurs/investisseurs potentiels qui ont reçu les Documents Pérou. Le Séquestre a donc fait parvenir à ces sociétés l'engagement de confidentialité afin d'avoir accès à la salle de données.
23. Plusieurs sociétés ont signé l'engagement de confidentialité et consultent actuellement l'ensemble de la documentation.
24. De plus, certaines visites de la mine au Pérou auront lieu durant la période préétablie pour effectuer ces visites, soit entre le 24 septembre et le 5 octobre 2012.
25. En vertu de l'appel d'offres mis en place pour la San Juan Gold Mine, la date limite pour déposer une offre a été fixée au 11 octobre 2012.

L'ÉTAT DES RECETTES ET DÉBOURS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 7 SEPTEMBRE 2012

26. Vous trouverez à l'Annexe A l'état des recettes et débours pour la période de 15 semaines terminée le 7 septembre 2012 (« **Période de déclaration** »).
27. Les recettes totales durant la Période de déclaration sont d'environ 4 116 000 \$ et sont composées essentiellement des éléments suivants :
 - (i) Vente d'un lingot d'or (410 000 \$);
 - (ii) Transfert de fonds de la part de DB totalisant 3 616 000 \$ US (3 645 000 \$ CA) à la suite d'une demande de fonds du PRA par le Séquestre.

28. Les débours totaux durant la Période de déclaration sont d'environ 3 344 000 \$ et composés essentiellement des éléments suivants :
- (i) Salaires et avantages sociaux de Century et de Century Mining USA (1 074 000 \$);
 - (ii) Électricité et communications (191 000 \$);
 - (iii) Assurances (208 000 \$);
 - (iv) Sécurité (125 000 \$);
 - (v) Honoraires professionnels du Séquestre et de ses conseillers juridiques (1 468 000 \$).
29. Par conséquent, un montant d'environ 772 000 \$ était détenu par le Séquestre en date du 7 septembre 2012.

L'ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 30 NOVEMBRE 2012 ET NÉCESSITÉ D'AUGMENTER LE FINANCEMENT DU SÉQUESTRE


30. L'état de l'évolution de l'encaisse projeté de Century en date du 7 septembre 2012 (« État de l'évolution de l'encaisse »), joint à ce Rapport à l'Annexe B, a été préparé par le Séquestre en fonction des résultats réels pour la période de 15 semaines terminée le 7 septembre 2012 et à la suite d'analyses et de discussions avec les employés de Century.
31. Aux termes de la *Requête en modification de l'ordonnance de Séquestre*, le Séquestre demande au Tribunal d'augmenter la limite de son pouvoir d'emprunt qui avait été fixée à 3,65 M\$ US aux termes de l'ordonnance de Séquestre afin de lui permettre de poursuivre ses efforts de préservation et de maximisation de la valeur de réalisation des actifs de Century. Par conséquent, aux termes de la *Requête en modification de l'ordonnance de Séquestre*, le Séquestre demande une augmentation de cette limite du pouvoir d'emprunt à 5,975 M\$ US.
32. L'État de l'évolution de l'encaisse de Century couvre une période de 12 semaines, soit du 8 septembre au 30 novembre 2012. Tel qu'il est reflété sur l'État de l'évolution de l'encaisse, la principale source de fonds proviendra d'avances du PRA qui est la première source de financement mise à la disposition du Séquestre. En ce qui concerne les débours anticipés, ceux-ci ont été établis en fonction des ententes conclues par le Séquestre avec certains fournisseurs de produits et services. On constate qu'en fonction de l'État de l'évolution de l'encaisse, le solde des liquidités variera entre environ 294 000 \$ et 530 000 \$ durant la période de 12 semaines se terminant le 30 novembre 2012 dans la mesure où la *Requête en modification de l'ordonnance de Séquestre* est accordée selon ses conclusions et que la limite du pouvoir d'emprunt du Séquestre est augmentée à 5,975 M\$ US.
33. DB, principal créancier garanti de Century, consent à la *Requête en modification de l'ordonnance de Séquestre* et à l'augmentation de la limite du pouvoir d'emprunt du Séquestre, pour autant que la Charge Financement du Séquestre prévue à l'ordonnance de Séquestre soit augmentée corrélativement à 7,170 M \$ US.

34. Le Séquestre est d'avis que sans l'augmentation de la limite de son pouvoir d'emprunt conformément aux conclusions recherchées aux termes de la *Requête en modification de l'ordonnance de Séquestre*, il ne sera pas en mesure de poursuivre ses efforts de préservation et de maximisation de la valeur de réalisation des actifs de Century, ainsi que le processus de vente, au détriment de l'ensemble des créanciers.

Le Séquestre soumet respectueusement à cette Cour son deuxième Rapport.

DATÉ à Montréal, ce 26^e jour de septembre 2012.

SAMSON BÉLAIR/DELOITTE & TOUCHE INC.
En sa capacité de séquestre aux biens de Century
Mining Corporation



Martin Franco, CPA, CA, CIRP
Premier vice-président

Receiver's Statement of Receipts and Disbursements
 In the Matter of the Receivership of Century Mining Corp
 For the 15-week period ended September 7, 2012 (in Canadian Dollars)

ANNEXE A

	Actual
<i>Period starting:</i>	5/29/2012
<i>Period ending:</i>	9/7/2012
Receipts	
Sale of a gold bar	409,976
Advances from DBAG	3,644,854
Others	61,589
	4,116,419
Disbursements	
Payroll ⁽¹⁾	1,074,017
Utilities and communications	191,154
Security	124,697
Short-term rentals	27,430
Fuel	16,650
Gold transportation	795
Waste Management	68,022
Environmental	17,207
Repairs, maintenance and materials	19,321
Office supplies	-
Insurance	208,272
Leases	-
Advances to Century Mining USA ⁽²⁾	40,294
Mining claims	25,928
Miscellaneous	62,386
Receiver's fees and Receiver's counsel fees	1,468,042
	3,344,214
Net cash flow	772,205
Opening cash balance	-
Ending cash balance	772,205

⁽¹⁾ Includes Century Mining USA payroll.

⁽²⁾ In order to cover operational expenses (excluding payroll) incurred by Century Mining USA.

Receiver's Projected Statement of Receipts and Disbursements
 in the Matter of the Receivership of Century Mining Corp.
 For the 12-week period ending November 30, 2012 (in Canadian Dollars)

	9/6/2012	9/15/2012	9/22/2012	9/29/2012	10/6/2012	10/13/2012	10/20/2012	10/26/2012	11/2/2012	11/9/2012	11/16/2012	11/23/2012	11/30/2012	11/24/2012	11/30/2012	TOTAL
Week starting:	9/6/2012	9/15/2012	9/22/2012	9/29/2012	10/6/2012	10/13/2012	10/20/2012	10/26/2012	11/2/2012	11/9/2012	11/16/2012	11/23/2012	11/30/2012	11/24/2012	11/30/2012	
Week ending:	9/14/2012	9/21/2012	9/28/2012	10/5/2012	10/12/2012	10/19/2012	10/26/2012	11/2/2012	11/9/2012	11/16/2012	11/23/2012	11/30/2012	11/30/2012	11/30/2012	11/30/2012	
Receipts																
Advances from DBAG ⁽¹⁾	-	-	-	775,000	-	-	-	-	775,000	-	-	-	-	775,000	-	2,325,000
Others ⁽²⁾	-	-	-	-	-	100,000	-	-	-	-	250,985	-	-	-	-	350,985
	-	-	-	775,000	-	100,000	-	-	775,000	-	250,985	-	-	775,000	-	2,675,985
Disbursements																
Payroll ⁽³⁾	76,007	18,063	-	96,090	-	96,090	-	-	96,090	-	79,178	-	-	79,178	-	542,715
Utilities and communications	-	50,000	-	9,390	-	50,000	-	-	49,390	-	55,000	-	-	59,390	-	273,170
Security	-	20,000	-	20,000	-	20,000	-	-	20,000	-	20,000	-	-	20,000	-	120,000
Short-term rentals	-	-	-	15,500	-	-	-	-	15,500	-	-	-	-	15,500	-	46,500
Fuel	-	-	-	5,000	-	-	-	-	5,000	-	-	-	-	5,000	-	15,000
Gold transportation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Waste Management	-	-	-	1,000	-	-	-	-	1,000	-	-	-	-	1,000	-	3,000
Environmental	700	700	21,539	7,700	700	700	700	33,982	700	2,700	700	700	17,429	17,429	88,230	
Repairs, maintenance and materials	6,000	6,000	8,000	6,000	6,000	6,000	6,000	6,000	26,000	6,000	6,000	6,000	6,000	6,000	92,000	
Office supplies	-	500	-	500	-	500	-	-	500	-	500	-	-	500	-	3,000
Insurance	-	-	-	61,500	-	-	-	-	42,700	-	-	-	-	42,200	-	146,400
Leases	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Advances to Century Mining USA ⁽⁴⁾	-	-	-	20,000	-	-	-	-	20,000	-	-	-	-	20,000	-	60,000
Mining claims	-	-	-	-	-	-	5,120	-	-	-	-	-	-	-	-	5,120
Miscellaneous	7,000	7,000	7,000	29,600	7,000	7,000	7,000	7,000	7,600	7,000	7,000	7,000	7,600	7,600	107,800	
Receiver's fees and Receiver's counsel fees	150,000	100,000	-	275,000	-	100,000	-	-	275,000	-	100,000	-	-	275,000	-	1,275,000
Extended shutdown costs	-	-	-	-	-	-	-	-	100,000	-	-	-	-	100,000	-	200,000
Total disbursements	241,707	202,283	34,539	547,280	13,700	280,290	18,820	692,742	15,700	288,378	13,700	648,795	13,700	648,795	2,977,935	
Net cash flow	(241,707)	(202,283)	(34,539)	227,720	(13,700)	(180,290)	(18,820)	62,258	(15,700)	(17,393)	(13,700)	(13,700)	(13,700)	(13,700)	(126,204)	
Operating cash balance	772,205	530,499	328,216	283,675	521,397	507,697	327,407	308,586	308,586	390,844	375,144	357,751	344,051	344,051	772,205	
Ending cash balance	530,499	328,216	293,676	521,397	507,697	327,407	308,586	390,844	375,144	357,751	344,051	344,051	344,051	344,051	470,255	

⁽¹⁾ Advances from DBAG are in US dollars. We used the assumption that the Canadian dollar would be at par for the 12-week period ending November 30, 2012.
⁽²⁾ Includes sales tax returns on taxable expenses.
⁽³⁾ Includes Century Mining USA payroll.
⁽⁴⁾ In order to cover operational expenses (excluding payroll) incurred by Century Mining USA.

Cigna_Lina

De: Morin_Luc
Envoyé: 25 septembre 2012 16:01
À: Martine Plante
Cc: Guy P. Martel (GMartel@stikeman.com)
Objet: RE: C.S. 615-11-001311-127 - Dans l'affaire de la mise sous séquestre de CENTURY MINING

Pièces jointes: DM_MTL-#2892280-v1-Requête_en_modifications_de_l'ordonnance_de_séquestre.pdf; DM_MTL-#2892240-v1-R-1__Jugement_Martin_-_13_juillet_2012.pdf; DM_MTL-#2892241-v1-R-2__PRA_Certificates.pdf; DM_MTL-#2841738-v2-Projet_de_jugement.DOCX

Importance: Haute

Madame Plante,

Veillez trouver ci-joint une copie de la Requête qui sera présentée devant le Juge Dufresne à 9 :00 ce jeudi matin, par voie de conférence téléphonique. Me Guy Martel, procureur du plus important créancier garanti de la débitrice a demandé à être présent lors de l'audition. Il est en copie sur le présent courriel afin de lui permettre de noter les coordonnées que vous venez de nous transmettre. Tel que demandé, vous trouverez aussi ci-joint un projet d'ordonnance. La Pièce R-3 vous sera acheminée dans un envoi subséquent, dans le courant de la matinée de demain.

Cordialement,

Luc Morin | Associé | Partner

T. +1 514 397 5121 | C. +1 514 865 4801 | F. +1 514 397 7600
lmorin@fasken.com | <http://www.fasken.com/fr/luc-morin>

Fasken Martineau DuMoulin LLP/S.E.N.C.R.L., s.r.l.
800 Place Victoria, Bureau 3700, Montréal, Québec H4Z 1E9

**FASKEN
MARTINEAU** 

VANCOUVER CALGARY TORONTO OTTAWA MONTRÉAL QUÉBEC LONDRES PARIS JOHANNESBURG

De : Martine Plante [<mailto:martine.plante@judex.qc.ca>]

Envoyé : 25 septembre 2012 15:39

À : Morin_Luc

Objet : C.S. 615-11-001311-127 - Dans l'affaire de la mise sous séquestre de CENTURY MINING

Bonjour Me Morin,

J'ai réservé une conférence téléphonique (téléconférence) pour l'audition de votre requête le **jeudi, le 27 septembre 2012 à 9h00**.

Le numéro de téléphone à composer pour les participants à la téléconférence est le : **514-393-6533** et le numéro d'identification de la téléconférence, le : **52875734**

Cette conférence a été réservée pour 6 participants en tout, incluant le juge Dufresne qui sera en la salle **3.39** au palais de justice de Québec. Si vous prévoyez un nombre inférieur ou supérieur de participants, je vous saurais gré de m'en informer dans les meilleurs délais afin que je puisse aviser le service de conférence.

Espérant le tout conforme, recevez, Me Morin, mes respectueuses salutations,

Martine Plante

Adjointe à la magistrature

Pour l'honorable Robert Dufresne, j.c.s.

Palais de justice

900, 7e rue

Val-d'Or (Québec) J9P 3P8

martine.plante@judex.qc.ca

Tél: (819) 354-4085

Fax: (819) 354-4086

Avis de confidentialité: Ce message est confidentiel. Il est à l'usage exclusif du destinataire ci-dessus. Toute autre personne est par les présentes avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer ou de le reproduire. Si le destinataire ne peut être joint ou vous est inconnu, nous vous prions d'en informer immédiatement l'expéditeur par courrier électronique et de détruire ce message et toute copie de celui-ci.

Cigna_Lina

De: Microsoft Outlook
À: Guy P. Martel (GMartel@stikeman.com); Martine Plante
Envoyé: 25 septembre 2012 16:02
Objet: Relayé : RE: C.S. 615-11-001311-127 - Dans l'affaire de la mise sous séquestre de CENTURY MINING

La remise à ces destinataires ou groupes est achevée, mais aucune notification de remise n'a été envoyée par le serveur de destination :

Guy P. Martel (GMartel@stikeman.com) (GMartel@stikeman.com) <<mailto:GMartel@stikeman.com>>

Martine Plante (martine.plante@judex.qc.ca) <<mailto:martine.plante@judex.qc.ca>>

Objet : RE: C.S. 615-11-001311-127 - Dans l'affaire de la mise sous séquestre de CENTURY MINING

« *Cronibre commerciale* »
No : 615-11-001311-127

PROVINCE DE QUÉBEC
COUR SUPÉRIEURE
DISTRICT DE D'ABITIBI

DANS L'AFFAIRE DE LA MISE SOUS
SÉQUESTRE DE :

CENTURY MINING CORPORATION,
Débitrice

-et- SAMSON BÉLAIR / DELOITTE & TOUCHE INC.,
Séquestre / Requérante

-et- COMPUTERSHARE TRUST COMPANY OF
CANADA,
Agent relatif aux sûretés

-et- DEUTSHE BANK AG, LONDON BRANCH,
Principal créancier garanti.

10640/282868.3

BF1339

REQUÊTE EN MODIFICATION DE L'ORDONNANCE DE
SÉQUESTRE (Article 243 de la Loi sur la faillite
et l'insolvabilité, L.R.C. (1985) ch. B-3),
AFFIDAVIT, AVIS DE PRÉSENTATION, LISTE DE
PIÈCES ET PIÈCES R-1, R-2 ET R-3

ORIGINAL

Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Tour de la Bourse
Bureau 3700, C.P. 242
800, Place Victoria
Montréal (Québec)
Canada H4Z 1E9

Me Luc Morin

Tél. 514 397 5121
Fax. 514 397 7600